



Les temps modernes et la violence d'Etat : Octobre 1968 au Mexique

Elsa Carrillo-Blouin

► To cite this version:

Elsa Carrillo-Blouin. Les temps modernes et la violence d'Etat : Octobre 1968 au Mexique. Nov 2005, 30 p. halshs-00121243

HAL Id: halshs-00121243

<https://shs.hal.science/halshs-00121243>

Submitted on 19 Dec 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les temps modernes et la violence d'Etat : Octobre 1968 au Mexique

Elsa Carrillo-Blouin
Université de Bretagne Occidentale.

Le massacre d'étudiants qui eut lieu en octobre 1968 au Mexique a laissé derrière lui de nombreuses questions sur ses causes, son déroulement et les responsables de cet acte de répression. Des questions qui sont restées comme une blessure indélébile et auxquelles on tente vainement de trouver une réponse aujourd'hui. A court terme, plusieurs facteurs peuvent expliquer son déclenchement, comme l'approche des Jeux Olympiques, moment où, non seulement le gouvernement mais la société entière, s'apprêtaient à recevoir des millions de visiteurs étrangers. Il est néanmoins évident, que peu de personnes se satisfont de cette explication. De la même manière –et inversement-, il serait pertinent de se demander aussi pourquoi, aujourd'hui, la recherche de réponses à ces questions semble prendre une soudaine et pressante urgence. L'écoulement du temps et, par conséquent, une éventuelle « ouverture » des archives fournissent certainement une explication. Mais trouvera-t-on ce que l'on cherche dans ces archives, des ordres écrits, signés et tamponnés... il n'y rien de moins sûr. En revanche, dans la politique d'alternance électorale qui semble s'être établie actuellement au Mexique, cette affaire peut s'avérer bénéfique pour l'un ou l'autre des partis. Entre temps, la « société civile » née, selon certains, précisément dans la mouvance des événements de 1968, court d'un endroit à un autre à la recherche de ces archives, en oubliant peut-être où sont ses priorités actuelles... et le sens qu'une vision rétrospective peut nous donner d'un tel événement.

I. Retentissement d'octobre '68 comparé à d'autres actes de violence politique au Mexique.

De la simple censure littéraire ou journalistique¹ aux massacres de paysans ou d'étudiants, en passant par la mise à l'écart, la disparition voire l'assassinat de

¹ Carrillo-Blouin, Elsa : « Le récit littéraire: Un espace de liberté pour l'enquête et l'histoire politique dans le Mexique contemporain », *Cahiers du LIRA* - 6 (Laboratoire Interdisciplinaire de Recherches sur l'Amérique), Université de Rennes 2, 1998. Actes du Colloque *Censure et littérature dans les pays de langues romanes*, mars 1997.

personnalités politiques jamais élucidés, le Mexique, République aux formes démocratiques déclarées, semble connaître tout cet éventail de formes de violence dont la société semble, bon gré mal gré, s'accommoder. Qu'est-ce qui fait que, pour certains de ces actes il y ait protestation et pas pour les autres ? Pourquoi s'accommode-t-on d'une situation qui semble injustifiable ? Qu'est-ce qui s'est passé le 2 octobre 1968 sur la Place de Tlatelolco et pourquoi un Etat, qui disait vouloir faire partie du premier monde et démocratiser son régime politique en même temps que libéraliser son économie a eu recours à ce type de méthodes, de la même manière qu'il le fera dans les années 70-80 ?

En effet, depuis le massacre du 2 octobre 1968 à Mexico -événement dont les versions les plus proches de son véritable déroulement ont été plus rapidement connues en France qu'au Mexique²-, il y a eu pendant toutes les années 70 et 80 ce qu'actuellement on traite de manière plus ou moins libre dans la presse mexicaine –au gré des conjonctures politiques- comme la *guerre sale*. Cette guerre ciblait tout type de dissidents politiques décidés à parler –journalistes- ou à agir –des *guerrilleros*, desperados de la fin tragique de 1968, mais aussi de simples leaders syndicaux³-, qui critiquaient ou refusaient les cadres étroits des politiques électorales. Cette guerre, dont on essaie aussi actuellement d'éclaircir les enjeux, a consisté en toute une série de disparitions, d'emprisonnements, de pressions de toutes sortes, voire d'assassinats, pour la plupart et jusqu'à nos jours, restés dans l'ombre. Ainsi, en août 2002, Ignacio Carrillo Prieto, *fiscal* spécial⁴, répond au journaliste :

² L'un des plus importants dirigeants de la mobilisation universitaire du Mexique, Gilberto Guevara Nieblas, issu de la Faculté des Sciences Biologiques et actuellement, chercheur et enseignant très reconnu au Mexique, affirme avoir lu ses vrais déclarations reproduites tant dans *Le Figaro* que dans *Le Monde*, alors qu'au Mexique la presse de l'époque n'avait publié que des déclarations montées de toutes pièces par la police, en déformant le déroulement de ces événements (cf. « Volver al 68. Testimonio de Gilberto Guevara Nieblas », *Nexos* 190, octobre 1993, pp. 39-41), déroulement qui avec le temps, s'est vu confirmé par d'autres témoignages et des recherches judiciaires plus récents.

³ Cette guerre, ne trouvant à l'époque aucune possibilité d'éclaircissement judiciaire voire journalistique, a été magistralement racontée et décrite dans l'œuvre littéraire d'un ancien historien politique, Héctor Aguilar Camín, devenu ainsi écrivain. Il s'agit de l'œuvre, *La Guerra de Galio*, México, éd. Cal y Arena, 5a éd. 1991. Il y a eut 5 éditions pour la seule année 1991. Voir aussi Carrillo-Blouin, « Le récit littéraire... *op. cit.*

⁴ Le pouvoir judiciaire ayant été intimement lié aux affaires en cours d'investigation, le gouvernement de Vicente Fox a nommé un Exécuteur extérieur pour l'enquête des conditions de détention, d'affrontements et des disparus, que l'on nomme *Fiscal Especial para Desapariciones y Movimientos Sociales y Políticos del Pasado*. Cependant bon nombre de ceux qui réclament cette recherche –familles de disparus, anciens torturés ou emprisonnés- se pose la question sur l'efficacité et les moyens d'une telle charge : « le Fiscal n'a pas de pouvoir face au pouvoir judiciaire... et sûrement pas le poids pour faire parler des anciens ministres et présidents, voire *des opposants au régime de l'époque (PRI)* qui éventuellement ont pu être mêlés aux affaires qui font l'objet de l'enquête. » Cf. l'entretien de Ignacio Carrillo Prieto -qui a eu lieu seulement cinq mois après l'extrait que nous présentons dans le corpus de ce texte-, le 30 janvier 2003 : « Dans les années 70 *le pouvoir civil* a utilisé l'Armée afin de détruire la dissidence » (*La Jornada*, 30/01/03 ; souligné par nous). Voir aussi l'entretien avec Marco Rascón,

- Quels sont les progrès effectués dans les enquêtes sur le 2 octobre 1968, le 10 juin 1971 et sur ce que l'on appelle *la guerre sale* ?
- Chaque événement a un degré différent de complexité. Les événements du 2 octobre, qui sont extrêmement graves, se sont déroulés sur une journée, une après-midi, quelques heures ; ce facteur est temporel, mais le facteur spatial est réduit aussi, étant donné que [les événements de 1968] se sont déroulés dans une zone de la ville de Mexico (...) Il y a des progrès 'sensibles' en ce qui concerne 1968, un peu moins en ce qui concerne 1971 et pour les disparitions forcées dans les Etats du Guerrero et du Sinaloa. Nous avons eu, il faut l'admettre un *manque d'éléments ministériels* pour cette tâche... *Dans le cas de la guerre sale, il s'agit d'une affaire nationale* et, du point de vue temporel, il englobe des décennies, ou du moins entre 15 et 19 années, qu'il faut approfondir avec tout ce que cela implique... ». *La Jornada*, août 2002 (repris dans *La Fogata Digital – Latinoamérica*, 4/08/2002 ; souligné par nous).

Cependant, cinq mois plus tard, en janvier 2003 Carrillo Prieto affirmera : « Cela n'a pas été une guerre sale étant donné qu'il ne s'agit pas d'une confrontation dans laquelle l'Armée aurait oublié la Convention de Genève, dans laquelle on exige que les adversaires respectent la qualité de vie du prisonnier, les règles de la reddition ou de la capitulation. Une guerre sale est celle qui ne respecte pas ces règles ; ici ce qui existe ce sont des délits... ». *La Jornada*, 30/01/2003 (voir quelques éléments d'explication de ce revirement d'opinion en *note 4).

Quoi qu'il en soit de la définition exacte de ce qu'est une guerre sale, des faits tels que disparitions et arrestations arbitraires, torture et affrontements entre « secteurs de la société qui se rebellaient » et des forces de l'ordre -« spéciales » ou non-, ont été le lot quotidien pendant une vingtaine d'années au Mexique, sans que cela puisse être traité ouvertement par la société à l'intérieur du pays.

Le problème est que ces exactions ne se sont pas arrêtées dans les années 80, bien qu'en effet, pendant les années 80 on ait réussi à insensibiliser l' « opinion publique » mexicaine, comme partout ailleurs dans le monde. C'est-à-dire (nous y reviendrons), pendant les années 70 on a amadoué et maté la mobilisation commencée en 68 -voire auparavant, si l'on parle plus directement de la guerre sale, à savoir, la lutte contre la *guérilla* menée par des intellectuels⁵- et, dans les années 80, on a insensibilisé le public : crise économique, changement de cap des valeurs de la société, etc.

survivant et partie civile à l'encontre des anciens militaires qui l'ont torturé : « Dans cette logique... les principaux responsables, ceux qui ont exigé l'application de la guerre sale contre un secteur de la société qui se rebellait, n'ont pas été appelés à déclarer ; encore plus, ils n'ont même pas été évoqués dans la trame qui aujourd'hui, trente années après, commence à faire surface... », évoquant le Groupe Monterrey et d'autres groupes similaires du Sonora et du Chihuahua, cf. *La Jornada*, février 2003.

⁵ Montemayor, Carlos : « La sombra del caudillo, disección del ejército » (preliminar pour l'édition de *La sombra del caudillo*, de Martín Luis Guzmán, col. Archivos), *La Jornada*, 31/03/2003.

Toutefois, ce n'est pas parce que le sujet n'était plus d'actualité, que les problèmes avaient disparu.

Il s'est produit, il est vrai, une certaine accalmie entre 1990 et 1993. Cependant, ce calme cachait une tempête qui a éclaté au lendemain de la signature du Traité de Libre Commerce avec les Etats-Unis, en janvier 1994, avec le soulèvement zapatiste qui, encore plus que 1968, a été largement évoqué par la presse internationale et, mieux qu'en 1968, par la presse nationale. En parallèle avec ce mouvement, toute une série d'assassinats et de persécutions d'hommes politiques haut placés et non éclaircis jusqu'à présent a eu lieu, entre autres l'assassinat, en mars 1994, du candidat officiel du PRI à la présidence, Luis Donaldo Colosio, qui présentait sa candidature afin de succéder au signataire du TLC, Carlos Salinas de Gortari ; et, en septembre de la même année, du président de l'époque du « tout-puissant » PRI, José Francisco Ruiz Massieu.

La secousse politique occasionnée par ces derniers assassinats a, jusqu'à un certain point, voilé ou fait oublier les affrontements de l'Armée avec le mouvement zapatiste, limités par la mobilisation de nombreux mexicains partisans du maintien de la paix. Sans parler du fait que ces affrontements s'étaient répandus à d'autres Etats du Mexique, fondamentalement dans le Guerrero au sud du Mexique. Ainsi, l'année 1997 a été jalonnée par des attaques de l'armée contre diverses municipalités du Chiapas : Acteal, le 22 décembre, ce qui a provoqué de vifs élans de solidarité tant à Paris, qu'aux Etats-Unis et en Espagne, entre autres et, ensuite, Ocosingo (12 janvier), Taniperlas (11 avril), Nicolás Ruiz (3 juin), El Charco dans l'Etat du Guerrero (8 juin), El Bosque (10 juin)... On en parle moins, bien qu'il y ait eu aussi des morts et des détentions.

Indépendamment de la plus ou moins grande diffusion que ces événements ont pu avoir -mais bien qu'étroitement lié à ce fait-, la problématique que nous voulons souligner dans ce chapitre est la plus ou moins grande commotion que ces événements, assez divers dans leurs formes mais tous politiques dans leur fond, ont pu occasionner parmi la population mexicaine. Pourquoi, en effet, les uns produisent une mobilisation et les autres non. Quelle différence il y a-t-il entre le mouvement de 1968, les répressions paysannes des années 80, Acteal en 1997 et les assassinats d'hommes politiques ?

a) Premièrement il faudrait souligner la place qu'occupe chacun des ces événements sur la place publique. L'Acteal de 1997, les répressions paysannes successives, ont lieu

« là-bas », loin des regards, presque dans l'ombre (comme la majeure partie de la guerre sale⁶), alors que 68 a eu lieu dans la capitale du pays et à un moment où tous les regards du monde se trouvaient tournés vers le Mexique à cause des Jeux Olympiques.

b) Les assassinats d'hommes politiques ont, dans ce sens, secoué beaucoup plus la société mexicaine, non seulement à cause de leur « centralité » en tant qu'hommes publics, mais aussi et surtout pour les deux raisons suivantes :

- Depuis les années de l'après-révolution, les contentieux électoraux ne se réglaient plus par le biais des armes. C'est précisément de ce besoin, celui de trouver un moyen par lequel les contentieux politiques n'impliqueraient plus des assassinats entre les diverses factions qui avaient participé à la révolution de 1910-1920, qu'en 1929 est né le Parti National de la Révolution (PNR), embryon de ce qui serait plus tard le Parti Révolutionnaire Institutionnel, mais avec des formes d'organisation -surtout en ce qui concerne la centralisation-, complètement différentes que celles de son ancêtre. Soudainement, et dans le contexte du soulèvement zapatiste, la plupart des gens se sentaient revenir 70 ans en arrière, à une époque où la seule parole possible était celle des armes.
- Après une longue période de calme relatif, perception qui dans les années 90 prévalait en dépit de 1968 –époque déjà lointaine et dont les spéculations avaient été oubliées-, et après avoir cru faire partie du premier monde suite à la signature du TLC, la population plus ou moins politisée du Mexique *a touché du doigt* avec ces assassinats, les véritables fissures d'un système, ou plutôt d'un parti politique, qu'elle croyait réformé depuis 1968.

c) En ce qui concerne la différence entre les diverses répressions paysannes et octobre 68, il existerait une raison bien plus prosaïque que l'éloignement spatial : l'extraction socioculturelle des victimes de la violence d'Etat. En effet, en 1968, le réseau universitaire du Mexique n'était pas aussi étendu qu'il l'est maintenant. De plus, même dans les Etats où existaient des universités, celles-ci ne possédaient pas toutes les carrières ; et celles qui à l'époque représentaient la voie royale (en général le droit, la médecine et les sciences exactes), étaient plus cotées à Mexico qu'en

⁶ A ce propos, il est intéressant de remarquer que la guérilla est devenue vraiment préoccupante, au moment où elle est devenue « guérilla urbaine », et ce dans tous les pays d'Amérique Latine qui ont connu ce phénomène.

province. C'est ainsi qu'à une époque économiquement faste⁷, les élites des endroits les plus éloignés, en d'autres termes : les notables des petites villes, et/ou pour cette même raison, les personnes proches des élites locales, commencèrent à envoyer leurs enfants faire leurs études dans la ville de Mexico⁸.

En 1959, neuf années avant 1968, il y avait bien eu une forte répression des cheminots. Cela a fait du bruit, a produit un élan de solidarité parmi certains intellectuels de gauche et quelques étudiants des partis de gauche pour la plupart interdits dans le Mexique de l'époque⁹. En revanche, en 1968 la violence a touché « *los hijos predilectos del régimen* », les enfants privilégiés du régime¹⁰, qui par la suite seraient introduits dans les rouages du pouvoir. Nous y reviendrons. Ce qui nous intéresse pour le moment, c'est que ces étudiants, en plus d'être dans la place centrale du pays, entourés de toute l'attention que les Jeux Olympiques attiraient vers cet endroit, se trouvaient liés à des groupes de personnes qui savaient agir, discuter, réclamer et, si besoin, se mobiliser. Les amitiés liées pendant les études et pendant la mobilisation elle-même ont aussi joué un rôle dans la protection, lorsque cela a été possible¹¹.

Le régime perdait d'un revers de main et dans un acte¹² d'une certaine manière irréfléchi, le principal appui social qu'il s'était construit après la révolution, surtout à partir de 1946¹³, et mettait dans le même temps par terre tous ses efforts pour apparaître, face à l'étranger, comme un terrain paisible et propice aux

⁷ Certainement pas pour tout le monde, mais dans tous les cas, plus que de nos jours oui. Cf. *Manière de Voir* # 69, *Le Monde Diplomatique* : « L'Amérique Latine en effervescence », juin - juillet 2003, particulièrement, pp. 6-7. Voir aussi, Pierre Salama : « Après la décennie perdue, la décennie piégée par le libéralisme », *Le Monde de l'Economie*, 15/10/2002.

⁸ Dans ce sens, il serait intéressant de faire une étude de la population étudiante à Mexico en 1968. Les plus aisés allaient à Mexico depuis plusieurs générations, mais aussi aux Etats-Unis ou en Europe, comme cela a été le cas de plusieurs hommes qui ont participé à la révolution mexicaine de 1910.

⁹ Par exemple, le Parti Communiste Mexicain, bien qu'actif et en dépit du langage révolutionnaire du PRI, n'est devenu publiquement légal qu'en 1979 suite à la mobilisation de 68. Dix ans après cette légalisation, le mur de Berlin tombait. Quant au conflit et à la répression des cheminots en 1959, voir Pellicer de Brody, Olga et Reyna, José Luis : « El conflicto ferrocarrilero : de la inmovilidad a la acción », in *Historia de la Revolución Mexicana (1952-1960)*, México, Colegio de México, vol. 22, 1988 ; pp. 210-214.

¹⁰ Phrase de Luis Echeverría Alvarez, président de l'après 68, et Ministre de l'Intérieur au moment des événements.

¹¹ A ce propos, voir Gilberto Guevara Nieblas, *op. cit.* pp. 41, 43.

¹² Qui débute et se radicalise, il ne faut pas l'oublier, à partir d'une simple bagarre entre des groupes de jeunes de deux lycées d'Etat.

¹³ Les années de la deuxième guerre mondiale et de l'après guerre, ont été très profitables économiquement pour le Mexique. Il ne faut pas oublier parmi d'autres secteurs qui appuyaient le PRI, ceux de la Confederación Nacional Campesina –CNC- et la Confederación de Trabajadores Mexicanos –CTM-.

investissements, principale préoccupation de la plupart des gouvernants du Mexique, et ce depuis l'époque de Porfirio Díaz (1877-1910).

- d) Enfin, l'approche du début des Jeux Olympiques prévu pour le 12 octobre 1968 -le massacre de Tlatelolco a eu lieu le 2 octobre-, rendait, il est vrai, la population de Mexico et le gouvernement nerveux. En fait, la population de la ville de Mexico – plus que dans le reste de pays-, avait vécu la préparation de cet événement international comme un acte festif : on avait embelli la ville, on avait préparé les gens à recevoir les invités, de nombreuses personnes –jeunes et adultes- réservaient des places pour une compétition ou une autre, la promenade du dimanche consistait à aller visiter les nouvelles installations construites pour l'occasion (piscine Olympique, village Olympique où habiteraient les athlètes, centres sportifs, etc.). C'était une ambiance plutôt euphorique. Mais indubitablement, c'était un événement qui se vivait de plus près dans le District Fédéral qu'en province, sauf peut-être à Guadalajara, où allaient avoir lieu certaines des compétitions.

Dans cette perspective, la mobilisation étudiante, bien que préoccupante, n'a pas été prise très au sérieux par la population. Surtout au début de la mobilisation, et ce d'autant plus que l'événement déclencheur avait été une simple bagarre entre des groupes de deux lycées d'Etat et où la police était intervenue en provoquant une dizaine de blessés¹⁴. Lorsqu'en août, la dimension des manifestations devient plus importante, et que les étudiants prennent pour la première fois le Zocalo, place centrale et cœur politique du Mexique de l'époque, la population de Mexico commence à ressentir des sentiments mélangés : une certaine crainte pour l'ampleur que prenaient les événements ; une certaine sympathie pour de jeunes individus, bon nombre d'entre eux venus de province, qui osaient défier des corps entiers de policiers¹⁵. Mais, d'un autre côté, ces mêmes étudiants étaient perçus comme des sortes de trouble-fêtes, car la principale préoccupation du moment était le bon déroulement des Jeux Olympiques. C'est pour cette raison que lors du Rapport Présidentiel face au congrès du 1^{er} septembre, le président Gustavo Díaz Ordaz s'est montré ferme dans sa volonté de ne plus accepter d'actes de violence. Ce discours a été bien accueilli par le public en général (dans le District Fédéral, qui entre les Jeux

¹⁴ Selon plusieurs témoignages, il y a eu aussi un étudiant mort, quatre, selon des sources nord-américaines.

¹⁵ Lorsque la marche du 27 août, atteint le Zocalo, le corps des pompiers a essayé de retenir la marche avec des jets d'eau à pression, qui ont touché aussi de simples passants.

Olympiques et les mobilisations, vivait sous pression). D'autres voix, ici et là dans la presse, osaient exprimer le choix d'une négociation¹⁶. Cependant, l'attitude générale était plutôt à l'appel au calme et si possible à la négociation, attitude qui a été prônée aussi par une partie des leaders étudiants au sein du Conseil National de la Grève (CNH, Consejo Nacional de Huelga)¹⁷.

Nervosité donc, et pression, sans que l'on sache encore de nos jours d'où sont parties les principales directives de répression violente qui ont attisé l'attitude des étudiants. Une chose est certaine, le mouvement et plus particulièrement le CNH –cœur de la mobilisation, formé par 200 délégués étudiants provenant de plusieurs centres d'enseignement-, se trouvaient complètement infiltrés par des agents liés au gouvernement. Ces agents, en plus de se présenter comme des dirigeants étudiants... ont commencé à se montrer armés dans les réunions du CNH et prônaient l'armement du mouvement pour la protection des dirigeants¹⁸. Le tout dans un contexte où des représentants de la presse mondiale commençait à se trouver postés à Mexico afin de couvrir les Olympiades.

II. *Prélude pour une mort annoncée.*

Après que le PRI ait été vaincu aux élections de juillet 2000, et suite aux enquêtes de la *Fiscalía* d'enquête pour les disparus et les mouvements sociaux du passé (*cf. note 4), quelques déclarations et faits commencent à faire surface. En premier lieu sur les hommes qui en 68 avaient joué un rôle compromettant au sein de la police, de l'armée ou des services spéciaux liés aux forces militaires.

¹⁶ Sur l'attitude et les positions de la presse face au conflit de 68, voir l'analyse réalisée par Cano Andaluz, Aurora, dans *Diálogos sobre el 68*, pp. 115-127, ainsi que l'intervention de Martínez Nateras, Arturo, p. 132 ; à propos de la perception de l'utilisation de la violence par la presse, Cano Andaluz, p. 127. *Diálogos sobre el 68*, González Marín, Silvia (coord.), Mexico, UNAM, Instituto de Investigaciones Bibliográficas-Seminario de Dirección General de Asuntos del Personal Académico, 1a. éd. 2003 ; 170 p. Ce cycle de « Dialogues » a eu lieu du 2 au 4 septembre 1998 bon nombre des plus importants leaders du mouvement de 68 y a participé, beaucoup d'entre eux ayant été emprisonnés de 1968 à 1971 et/ou ayant vécu en exil.

¹⁷ A ce propos, voir la narration de Gilberto Guevara Nieblas, *Nexos* 190, pp. 32 à 35 ; et les interventions de Luis Tomás Cervantes Cabeza de Vaca d'Enrique Díaz Michel, pp. 100 à 102. Sur l'attitude d'une partie des habitants de la ville de Mexico, Cervantes Cabeza de Vaca, p. 103.

¹⁸ Guevara Nieblas, *Nexos* 190, *op. cit.* pp. 32, 34, 37, 38, 41, 43. Ces narrations, coïncident avec ce qui a été dit par d'autres témoins, confirmé par les enquêtes récentes, ainsi que par des rapports confidentiels ou secrets envoyés par l'Ambassade Nord-américaine au Mexique à Washington, voire par la CIA ou le FBI, et dont nous parlerons dans le chapitre suivant (Document # 67, p. 2 : *CIA Station in Mexico, secret intelligence information cable*, 6/9 septembre 1968). Voir aussi « 2 de octubre : 30 años », de Paco Ignacio Taibo II, document disponible sur le web.

Dans le quotidien *La Jornada* du 2 octobre 2002, un militaire à la retraite, Alberto Quintanar López, confirme ce que l'on disait ou que l'on soupçonnait par ailleurs, tout en se défendant lorsqu'il affirme que l'armée avait été simplement « l'instrument légal d'un gouvernement constitué légalement »¹⁹. Nonobstant, tout en légitimant son action et celle du gouvernement de l'époque, il donne des informations assez intéressantes et qui coïncident largement avec les témoignages des divers acteurs étudiants de 68.

Ainsi, ce même personnage avoue par ailleurs que le Ministère de l'Intérieur avait infiltré le mouvement étudiant en demandant à son interlocuteur de *La Jornada*²⁰ s'il se souvenait lorsque les étudiants avaient hissé le drapeau rouge et noir de la grève en plein milieu du Zocalo –c'est-à-dire, le 27 août, jour de la « prise du Zocalo »²¹, un acte fortement subversif pour le Mexique de l'époque-. Quintanar affirme : « C'étaient des éléments du Ministère de l'intérieur. Si les étudiants ne provoquaient pas la violence, c'était eux qui la provoquaient. Est-ce clair ? » Ce fait coïncide avec l'information donnée dans le *Summary Weekly* par la CIA, datant du 13 septembre 1968²², et dans lequel on parle des manœuvres menées par le gouvernement afin de diviser le mouvement et de provoquer les étudiants²³, c'est-à-dire que l'infiltration a

¹⁹ Il s'agit d'un témoignage donné à *La Jornada* en décembre 2001 ; ce fait a produit que ce témoin –à son corps défendant-, perde son emploi dans la Commission Nationale pour l'Eau. A l'époque des faits, en 1968, il déclare avoir été lieutenant colonel, commandant en second d'un bataillon appartenant aux *Brigades Olympia* et sur lesquelles nous reviendrons plus tard.

²⁰ *Ibidem*, entretien mené par Gustavo Castillo García.

²¹ En effet, jusqu'à ce moment, le Zocalo était une sorte d'enceinte sacrée réservée aux hommes politiques et aux fêtes officielles organisées par le pouvoir. Aujourd'hui, bien que l'on s'y rassemble pour des meetings politiques et que l'on y chante des chansons sacrées indiennes... elle est devenue une sorte de place publique style Beaubourg à Paris. Dans un premier coup d'œil, tous les événements qui s'y déroulent sont plus ou moins spontanés ou à l'initiative de la « société civile ». Mais si l'on regarde de plus près, le Zocalo est devenu une sorte de *no man's land* mais qui, en dépit des apparences, est bien surveillé et surtout, dépourvu complètement de sens étant donné que les pouvoirs politiques ne se trouvent plus à cet endroit : le Président gouverne depuis la résidence de *Los Pinos* –à une trentaine de kilomètres au Sud du Zocalo-, et le Congrès se trouve aujourd'hui à une vingtaine de kilomètres au Nord du Zocalo. Cependant, symboliquement, le Zocalo demeure le centre politique du Mexique depuis l'époque coloniale, et ancienne Tenochtitlán.

²² Doyle, Kate (Directrice des Projets de la Documentation des Archives pour la Sécurité Nationale pour le Guatemala et le Mexique) : Page Web : *Tlatelolco massacre : declassified U.S. documents on Mexico and the events of 1968*. Référence donnée dans, *Diálogos sobre el 68*, op. cit. ; cf. Document # 69 - 13 septembre 1968 : *CIA Weekly Summary : Mexican Students Still Spar with Government*, Curieusement ce document est formé aujourd'hui (14 octobre 2005) de trois pages de ce qui semble être les dernières pages de documents de 25 ou 28 pages, avec trois dates différentes : 13 septembre, 4 octobre et 1^{er} novembre 1968. Nous faisons référence ici, au document datant du 13 septembre 1968. Bien que ce document soit daté du 13 septembre 1968 -bas de page-, l'information donnée parle de la marche du 13 septembre **au futur**. Dans ce document présenté par Kate Doyle -comme c'est le cas de beaucoup d'autres de ces documents- n'apparaissent que les dernières pages de trois rapports qui semblent appartenir à des *Weekly Summaries* différents. Dans la base de données consultée en 2003, ce Document était le numéro 11 et il n'était constitué que de la seule page 25 du *Weekly Summary* du 13 septembre 1968, la même qui apparaît dans l'actuel Document 69.

²³ *Ibid*, Document # 69 - 13 septembre 1968.

commencé bien avant le 13 septembre et donc avant le 27 septembre, date à partir de laquelle les affrontements ont été presque quotidiens jusqu'au massacre du 2 octobre.

Cependant, ce qui nous intéresse pour l'instant, c'est que Quintanar López affirme en plus, que de la même manière que la Russie avait investi beaucoup d'argent au Mexique... « il y a eu aussi un certain appui (des Etats-Unis), *en information*; (Díaz Ordaz) ne s'est jamais donné à Washington, mais *il a accepté l'information que (les Etats-Unis) étaient en train de lui donner ; il n'a pas demandé de l'armement, mais il a demandé, c'est certain, de l'information...* » ²⁴ (Souligné par nous).

Or, en suivant la série des documents des Archives de la Sécurité Nationale nord-américaine présentée par Kate Doyle²⁵ - précédemment citée-, nous nous trouvons face à un ensemble de 30 (104, actuellement) rapports, télégrammes, hebdomadaires, etc., adressés aux supérieurs de diverses instances, et produits plus généralement par la CIA, dans une moindre mesure par le FBI ou par l'Ambassade des Etats-Unis au Mexique²⁶.

Mis à part le fait que dans bon nombre de ces documents –du moins ceux qui apparaissent sur le Net- il y a des pans de paragraphes entiers qui ont été rayés, effacés par recouvrement –et ceci tant dans le corpus des textes qu'en ce qui concerne les

²⁴ *La Jornada*, décembre 2001 et 2/10/02, *op. cit.*

²⁵ Ensemble de documents qui ne sont pas les seuls à exister mais qui présentent l'avantage de provenir d'autres sources que nationales. Cependant deux bases de données, consultables à ce jour toutes les deux -octobre 2005- coexistent. Le problème est que la numérotation des documents -qui est en fait, un lien hypertexte vers les sources elles-mêmes : des télégrammes, rapports, etc.- diffère de l'une à l'autre et, fréquemment, le nombre de documents présentés dans chaque lien hypertexte n'est pas le même. En général il y a moins de pages et/ou moins de documents dans la première que dans la seconde ; et nous ne savons pas jusqu'où et comment continuera d'évoluer cette base. Enfin, en général, les dates données dans les liens hypertexte (Document # XX), sont les dates d'arrivée des documents aux diverses institutions nord-américaines auxquelles ces documents étaient adressés, très souvent la Maison Blanche. C'est pour cette raison que nous avons opté par : A) Donner le numéro de document de la Série la plus complète -la plus récente-, en signalant si de nouvelles pages ou documents ont été rajoutés par rapport à la première série ; B) donner les dates d'envoi de Mexico, par la Section à Mexico de la CIA, du FBI, etc. -ce qui est visible à l'intérieur du lien hypertexte, dans le document lui-même-, ou bien nous signalons les deux, par exemple 6/9 septembre 1968, voudrait dire, envoyé de Mexico le 6 et reçu aux Etats-Unis le 9 septembre 1968 ; C) donner le titre qui apparaît dans le document lui-même, bien que de ce point de vue nous n'ayons pas remarqué des modifications trop importantes entre les deux séries, par exemple : *CIA secret intelligence summary*, à la place de *CIA Weekly Summary*, ce dernier titre étant celui qui est utilisé dans les sources.

²⁶ Dès la première série, celle consultée en 2003, certains de ces Documents regroupaient déjà plusieurs types de textes : télégrammes, rapports, Mémoires, etc. Parfois ils sont formés par un seul document, généralement des rapports et, souvent, dans un rapport de 25 pages, on ne trouve, par exemple, que les pages de garde et deux ou trois pages, voire une seule page du rapport. Nous ne disons pas que c'est K. Doyle qui a enlevé des pans complets d'information car très certainement elle a reçu le lot en l'état. Mais ceci met en évidence la mince information que l'on peut extraire des archives officielles, qu'elles soient mexicaines ou nord-américaines.

sources²⁷-, on arrive à se demander quel était le rôle de qui ? Qui informait qui et sur quels points ? Question qui, liée à la demande d'information de la part du président mexicain Díaz Ordaz, au gouvernement nord-américain ne laisse pas d'étonner.

En effet, les rapports parlent des attitudes et des « croyances » du président mexicain et de son gouvernement²⁸, ainsi que de l'impossibilité pour ce gouvernement de contrôler le conflit des étudiants, thème assez récurrent dans cet ensemble (ancienne série) : Sur 30 documents, 7 soulignaient ce fait, dont **5 documents sur 16, datés du 19 juillet au 1^{er} octobre**²⁹. A ce propos, il faudrait ajouter, que le caractère confus de l'information émanant des services secrets nord-américains, s'apprécie mieux dans la première série présentée par K. Doyle, série où les documents sont présentés dans un ordre chronologique et non pas par les instances qui ont élaboré ou envoyé les diverses informations, ce qui est le cas de la deuxième série (cf. *note 25).

En même temps que cette observation - voire critique - perdure, ces messages donnent des informations de plus en plus pressantes à propos du doute sur le fait de savoir si le gouvernement de Díaz Ordaz - largement cité dans ce sens – pourrait assurer la sécurité du déroulement des Jeux Olympiques (9 documents sur 16 de l'ancienne série ; leur nombre augmente dans la nouvelle série ; cf. *note 25). Ainsi, le 29 août, avant la radicalisation du mouvement, l'ambassadeur nord-américain informe le président Lyndon B. Johnson que la « politique de conciliation du gouvernement » n'a pas calmé les mobilisations et que le retour à un « *get-tough, no-nonsense posture* » est inévitable. De la même manière, l'agent Walter Rostow affirme que si la violence n'affectera pas l'administration de Díaz Ordaz, de toute évidence elle affectera les

²⁷ De temps en temps on retrouve des noms. Cependant ceux-ci appartiennent à des activistes déjà connus en tant qu'agents du gouvernement ; soit on retrouve des noms, autres que celui du président qui est souvent cité directement comme « *president Díaz Ordaz* ». Par exemple, dans le document Document # 104 - 12/14 octobre 1968: *Departement of State telegram : Mexico Riots (14 oct. 1968, White House cover memorandum attached)*, apparaît le nom de Cárdenas -page 2 du deuxième télégramme de l'Ambassade du Mexique au Département d'Etat des Etats-Unis-. On peut se demander pourquoi on a laissé apparaître certains noms, alors que d'autres ont été rayés de manière systématique.

²⁸ *Ibid.*, Document # 67 - 6/9 septembre 1968 : *CIA Intelligence Information Cable. Situation Appraisal : Status of the Meico City Student Movement*, p. 2 ; quant aux « croyances », voir p. 4, et dans le présent article ci-dessus *p. 13-14 point 6. Ce document date du 6/9 septembre 1968, un mois et demi après le début du conflit le 29 juillet. Cf. Document # 104 - 12/14 oct. 1968 : *Departement of State telegram. (14 oct. 1968, White House cover memorandum attached) : Mexico Riots: National Security Adviser Walter Rostow receives a copy of a U.S. Embassy cable analyzing the Mexican students riots....*

²⁹ Dans ce dernier décompte, nous ne prenons pas en compte le Document # 44, datant du 28 mars 1968 : *Security Conditions in Mexico City, CIA secret intelligence estimate*, documents où la CIA présente le Mexique comme un modèle de sécurité et donc, comme un lieu sûr pour le déroulement des Jeux Olympiques.

Olympiades d'une manière négative³⁰. Finalement, le 27 septembre, la CIA se montre préoccupée par les conditions de sécurité au Mexique et suggère que le futur président R. Nixon « annule ses plans de visiter le Mexique pendant les Olympiades », étant donné que les forces de sécurité mexicaines ne pourront pas le protéger ; sans parler de l'avertissement émis par les services secrets nord-américains comme quoi les « anti-U.S. extremists » provoqueraient des incidents « déplaisants »³¹. Dans le contexte des attentes que l'on avait mises dans les Jeux Olympiques, en tant que vitrine internationale de la stabilité et - bon gré mal gré- des progrès réalisés par le Mexique depuis le vacarme révolutionnaire et toutes les tensions survenues après la nationalisation du pétrole, la possibilité de cette annulation a sûrement été perçue, par ceux qui ont eu connaissance de cette « recommandation », comme une catastrophe. Et si, par ailleurs, Rostow lui-même informait Washington que « la violence » n'affecterait pas le gouvernement de Díaz Ordaz mais que si elle continuait, affecterait très certainement les Jeux Olympiques... il n'y avait peut-être pas « grande chose » à perdre et beaucoup à gagner dans la répression, du point de vue de la « raison d'Etat ».

A ceci, s'ajoute la confusion des messages concernant les ressorts, les ressources et/ou les individus « extérieurs » mêlés et/ou menaçant d'occasionner des désordres, pendant les Jeux Olympiques. Dans ce sens, sont cités pêle-mêle, d'un document à l'autre et parfois dans le même, Cuba³², le Parti Communiste et l'URSS³³, des « extrémistes anti-U.S. »³⁴, voire des citoyens nord-américains ayant un profil subversif (« *U.S. subversive elements* », FBI, 26 septembre 1968³⁵). A ce propos, il serait

³⁰ Document # 99 - 29 août 1968 : *Student situation in Mexico*, (29 août 1968 Embassy cable attached) ; *Confidential*, Rostow to Lyndon B. Johnson. Walter Rostow était le conseiller de la sécurité nationale nord-américaine.

³¹ Document # 101 - 27 septembre 1968 : *Security Considerations in Mr. Nixon's Planned Visit to Mexico*. Rostow to Lyndon B. Johnson (26 sept. 1968 : CIA intelligence estimate attached, with cover memo), à propos des menaces imminentes qui guettaient le déroulement des J.O. et de ces éléments subversifs provenant des Etats-Unis. A ce propos voir aussi le Document # 95 - 26 septembre 1968 : *FBI, confidential memorandum : Olympic Games, Mexico City, Mexico : October 12-27 1968*.

³² Document # 45 - 19 juillet 1968 : *CIA Weekly Summary. Students Unrest Troubles Mexico* ; et Document # 64 - 30 août 1968 : *Mexican Military Alert for Possible Cuban Infiltration of Arms Destined for Student Use*. Dans ce dernier document daté du 30 août, des sources de la CIA affirment que Cuba se prépare à donner des armes aux étudiants afin d'être utilisées « le 15 ou le 16 septembre », -fête de l'indépendance du Mexique par rapport à l'Espagne en 1810, sémiotiquement intéressant-. Face à cette information, le Mexique mobilisera ses forces navales de la Côte Est.

³³ Document # 98 - 31 juillet 1968 : *Student Disruptions in Mexico City* (30 juillet 1968, U.S. Embassy cable attached)- Bowdler to Lyndon B. Johnson. Cependant l'Ambassade nord-américaine semble ne pas prendre au sérieux cette piste, avancée par le gouvernement mexicain.

³⁴ Document # 101 - 27 septembre 1968, op. cit. : *Security Considerations in Mr. Nixon's Planned Visit to Mexico*. Rostow to Lyndon B. Johnson (26 septembre 1968 : CIA intelligence estimate attached, with cover memo).

³⁵ Document # 95 - 26 septembre 1968, op. cit. : *FBI, confidential memorandum : Olympic Games, Mexico City, Mexico : October 12-27 1968*.

intéressant de reproduire en partie, un long rapport de la CIA datant du **6 septembre** et développé en 10 points³⁶:

- «1. Pour le moment, la menace de manifestations de masses étudiantes et de désordres [comme ceux] intervenus durant la période du 26 juillet au 27 août pourrait s'être affaiblie. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir maintenant l'effet de la crise étudiante, **de toute évidence le statu-quo qui existait avant le 26 juillet s'est trouvé changé et les événements survenus depuis cette date auront des effets durables sur la scène politique mexicaine.** Les étudiants ont découvert qu'ils sont capables d'exercer quelque influence sur les affaires de la nation et [qu'ils] peuvent se faire entendre par eux-mêmes...
2. Parfois, depuis le début des désordres, **le gouvernement n'a pas paru uni ou sûr des actions à entreprendre...** il y eut des espoirs d'interventions personnelles du président durant le pic de la manifestation, mais il a choisi d'attendre jusqu'à (l'occasion de) son bilan annuel du Message à l'Union pour s'impliquer personnellement dans la crise étudiante. Il a consacré approximativement le tiers de son intervention au problème étudiant. En même temps qu'il a exprimé sa volonté de négocier sur certains points, il a insisté avec force sur l'aspect sérieux du problème et a fermement prévenu qu'il ne serait pas permis que la violence continue³⁷. **La position du président fut bien reçue par le public (...).**
3. [...]
4. Mis à part le noyau dur des étudiants directement impliqués dans le CNH [entre 140 et 200, selon les dates des rapports nord-américains], les comités de grève et les 'brigades' [chargées d'informer le public et d'assurer le contact entre les différentes universités³⁸], la majorité des étudiants de... (l'UNAM) et du IPN³⁹, n'a pas joué de rôle actif excepté durant les manifestations. Au moment des manifestations, nombre d'entre eux ont « rejoint la multitude », mais n'ont pas continué à participer d'une manière quotidienne.
5. [...]
6. Le trait distinctif du malaise étudiant a été **le déchaînement sans précédent de la critique et de l'invective contre le gouvernement et, en particulier, contre le président.** Que ce changement de situation ait secoué la présente administration **est attesté dans des rapports** qui, bien que n'étant pas confirmés, sont considérés comme étant probablement exacts, à savoir **que le gouvernement a lancé des rumeurs et des rapports disant que le gouvernement des Etats-Unis, au travers de la CIA et du FBI, avait allumé ou nourri la crise étudiante**⁴⁰. Le gouvernement n'a pas manqué, naturellement, de saisir l'occasion de condamner les communistes, qui sont toujours une cible plausible et tentante, puisqu'ils apparaissent comme les bénéficiaires et qu'ils ont été impliqués dans les désordres. Il a été rapporté que le président attribue le soulèvement étudiant aux communistes, qui, proclame-t-il, sont aidés et soutenus par les ambassades cubaine et soviétique. **Cependant il est impossible de dire avec certitude s'il croit effectivement que c'est vrai. Il est peu évident que les ambassades cubaine ou soviétique aient dirigé les troubles (...)** Des extrémistes de gauche locaux ont exploité la situation au mieux de leurs capacités (...).

³⁶ Document # 67 - 6/9 septembre, *op. cit.* : *CIA Intelligence Information cable. Situation Appraisal : Status of the Mexico City Student Movement.* Ce document, correspond à l'ancien Document 10, où le point 9, semblait être -comme dans ce Document 67- une phrase codée, et le point 10 apparaissait effacé.

³⁷ Pour l'analyse de ce discours, voir aussi Carrillo-Blouin, Elsa : *Los informes presidenciales en México, 1877-1976 : Ruptura o continuidad ?*, México, UNAM-III, 1996, 906 p. Cf. pp. 506 à 522 en ce qui concerne ce discours. Plus largement, pour la période en général, voir pp. 488 à 524 ; et pour la période postérieure au mouvement qui concerne la présidence de Luis Echeverría Alvarez, voir, pp. 524 à 546.

³⁸ Voir aussi Guevara Nieblas, Nexos 190 *op. cit.* ainsi que les divers témoignages dans *Diálogos sobre el 68, op. cit.*

³⁹ L'Universidad Nacional Autónoma de México et l'Instituto Politécnico Nacional.

⁴⁰ Dans ce sens, voir aussi Document # 104 - 12/14 octobre 1968: *Departement of State telegram : Mexico Riots (14 oct. 1968, White House cover memorandum attached)*, p. 2.

7. *Une préoccupation majeure s'est avérée être de la plus grande importance dans l'esprit des membres du gouvernement ; à savoir, que le problème étudiant n'interfère pas avec les prochains événements olympiques.* Il semble que les étudiants, à part les éléments les plus radicaux, réalisent ce qui est en jeu dans les Olympiades, et *bien que la majorité n'essaierait pas de gâcher les jeux* [voir ci-dessus, *p. 8], le fait que la date des Olympiades s'approche n'empêche pas les étudiants d'exprimer leurs griefs [;] cependant, on peut s'attendre à tout de la part des extrémistes radicaux.
8. En résumé, ce qui a commencé comme un incident relativement mineur impliquant seulement plusieurs [sic] centaines d'étudiants a pris des proportions considérables. *Le gouvernement a semblé incapable de se mobiliser afin de gérer ce problème grandissant.* Le gouvernement a utilisé la force pour stopper la violence étudiante, mais n'a pas pris une position publique sur le problème, exception faite de l'offre du Ministère de l'Intérieur aux étudiants le 22 août, jusqu'à ce que le président expose son bilan annuel lors du Message à l'Union. *Cette expérience a montré que le gouvernement et le Parti National Révolutionnaire (PR) [sic] ne possèdent pas le pouvoir et [near total control] presque plus le contrôle total sur la conduite du public qui existait auparavant.* Bien qu'il y ait peu de doute que les étudiants mexicains aient été influencés par les mouvements étudiants aux USA et en Europe, les récents troubles étudiants ont été une expérience nouvelle pour le Mexique *et peuvent fournir une indication sur ce qui va venir. Le vieil ordre est en train de passer,* et des organisations comme la Fédération Nationale des Etudiants en Technologie ont été remplacées... par une organisation plus militante, le CNH. Les étudiants ont découvert qu'ils pouvaient être un élément significatif dans le processus de décision de la Nation, et ils ne sont plus satisfaits de l'attitude paternaliste du gouvernement
9. **COUVERT DISSEM : STATE CINCSO CINCLANT.**
10. **COUVERT** Commentaire : **COUVERT SUR 3 OU 5 LIGNES...** Ces observations (may prove to be true), peuvent s'avérer être vrais[,] mais **COUVERT** pas **COUVERT** jusqu'au lendemain des Jeux Olympiques. Le GOM [Gouvernement du Mexique], est en train d'agir de manière différente qu'il le fera ensuite. **COUVERT** Le GOM, dans l'intérêt de son image extérieure, a peut-être agit de manière atypique vis-à-vis des étudiants [,] parce que les [Jeux] Olympiques allaient avoir lieu. Ceci a fourni aux dissidents une opportunité d'agir plus librement qu'avant. **COUVERT** [on] n'est pas sûr quel serait le résultat d'une intervention énergique après les Jeux Olympiques. »⁴¹ (6/9 septembre 1968, Document # 67) (Souligné par nous).

Il y a plusieurs points qui attirent l'attention dans ce document. Premièrement, donc, la diversité des sources d'inspiration du mouvement : rien ne semble clair - et alors que, selon le témoignage de Quintanar López, c'étaient les Etats-Unis les informateurs de Díaz Ordaz -, l'auteur de l'écrit que nous venons de présenter, va jusqu'à signaler les soupçons de la part du président mexicain à propos des *agissements des Etats-Unis eux-mêmes* dans le mouvement, tout en brouillant cette information avec le discours traditionnel et public du gouvernement mexicain, sur la mainmise de l'Union Soviétique et du PC sur les mobilisations de gauche ou de dissidence de l'époque.

⁴¹ Doyle, K., *op. cit.* Document # 67 - 6/9 septembre, *op. cit.* : *CIA Intelligence Information cable. Situation Appraisal : Status of the Mexico City Student Movement.* Dans l'ancienne série -Document 10-, le point 10 était complètement couvert -censuré... ?- ; voir *note 36. Nous remercions MM. Bernard Tanguy et Patrick Galliou, collègues du C.R.B.C., ainsi que Philippe Blouin, qui nous ont aidé à traduire ces extraits afin de conserver toute leur ambiguïté.

Deuxièmement, l'affirmation, la certitude que la majorité des étudiants n'agirait pas à l'encontre des Jeux Olympiques, cas dans lequel on aurait pu simplement isoler les principaux leaders sans arriver à une violence massive.

Troisièmement, mais ce n'est pas le dernier point en importance, la manière dont on insiste dans le discrédit du gouvernement - ce qui était vrai, du moins dans une partie de la population mais, à cette époque, certainement pas dans sa majorité⁴²-, discrédit qui selon le point 8 dépasse la seule administration de Díaz Ordaz pour s'étendre au PRI dans son ensemble⁴³. Ceci d'une part. D'autre part, l'emphase et l'assurance avec lesquelles on passe de ces jugements (pour le moins, confus) à l'assertion que le « *vieux régime est en train de passer* »... alors que nous ne sommes que le 6 septembre, que les choses auraient pu se régler autrement si tout ce qui est dit dans ce rapport était vrai et, plus certainement, s'il n'y avait pas eu autant de pressions, pressions qui, indiscutablement, n'étaient pas exercées par la « Ligue Communiste Spartacus », comme cela est affirmé dans un rapport ultérieur datant du 5 octobre 1968.

Cette Ligue, selon ce dernier rapport du 5 octobre 68⁴⁴, aurait donc constitué les fameuses Brigades Olympia, et c'est ce groupuscule d'extraction trotskyste qui suivait « *la ligne prochinoise au Mexique* » (voir même rapport), qui aurait déclenché les tirs à Tlatelolco... En 2001, Quintanar López, notre témoin ancien militaire qui affirmait que des éléments du Ministère de l'Intérieur devaient provoquer les étudiants, affirmait dans le même entretien, que les Brigades Olympia étaient « un groupe qui avait été constitué, sélectionné et désigné par le commandement ; [et que lui avait simplement eu] la tâche de former [sa] compagnie... ». Cependant, d'autres témoignages avaient

⁴² Le discrédit généralisé est survenu après la première grande dévaluation du dollar, en 1976, quand cette monnaie passe soudainement de 6.50 à 12.50 pesos. Les crises successives des années 80 et la grande débâcle de 1994 feront le reste.

⁴³ Cette focalisation sur l'administration Díaz Ordaz, on la trouve dans la plupart des Rapports ; voir plus particulièrement les Documents : # 67 - 6/9 septembre, *op. cit.* : *CIA Intelligence Information cable. Situation Appraisal : Status of the Mexico City Student Movement* ; Document # 43 - Circa 15 novembre 1968 : *Student Violence and Attitudes in Latin America. INR Working Draft* ; ce document vaut le détour pour l'analyse effectuée à la fin ; elle nous permet, en effet, de comparer ce qui est dit sur les milieux universitaire, politique et éducatif de l'époque en Amérique Latine... avec les résultats obtenus 35 ans après. A propos de la focalisation sur Díaz Ordaz, voir aussi Document # 83 - 17 janvier 1969 : *Weekly Summary, Special Report : Challenges to Mexico's Single-Party Rule*. Dans l'ancienne série, ce dernier document (# 29), montrait 3 pages sur 11. L'actuel Document 83, « montre » les 11 pages, dont deux ont été complètement censurées. Ont été rajoutées, une introduction analytique sur le Mexique et, à la fin ont été découvertes -enlevées à la censure-, des parties concernant le mécontentement précédant la mobilisation à Mexico, pp. 6-7 du rapport.

⁴⁴ Cf. Document # 102 - 5 octobre 1968 : *Mexican Riots. Extent of Communist Involvement (5 oct. 1968 CIA memorandum and 5 oct. 1968 FBI cable attached. Rostow to Lyndon B. Johnson)*, pp. 6-7. A propos du mélange effectué entre « trotskystes » et une ligne « pro-chinoise », voir aussi Document # 103, datant du 9 octobre 1968, p. 2.

déjà mis en évidence ce fait depuis longtemps. Ainsi, Paco Ignacio Taibo II nous dit : « Le Bataillon Olympia avait été créé en **février 68** avec la mission de surveiller les installations et d'exercer des services d'ordre pendant les futures Olympiades. Il dépendait directement, dans la ligne hiérarchique, de l'Etat Major Présidentiel et donc, de la Présidence de la République [ce qui coïncide avec les affirmations de Quintanar López]. Il avait été formé en prenant des bataillons de tout le pays et il avait un nombre de sous-officiers plus élevé que la moyenne... ses ordres avaient été de se rendre à l'événement [Meeting de Tlatelolco] habillés en civil et avec un gant blanc dans la main gauche comme signe de reconnaissance... »⁴⁵.

Cependant, ce qui nous semble le plus important c'est que cette opinion, à propos de l'incapacité du régime à assurer l'ordre comme il l'avait fait par le passé, mettait en doute aussi la réputation du pays en tant que pays stable, réputation que le Mexique a toujours recherché au travers de son histoire afin d'attirer des investissements étrangers. Or, il s'agit d'une analyse qui, d'une part et à notre avis, naît prématurément le -6 septembre- et, d'autre part, qui petit à petit mais à force de la répéter ici ou là dans les divers documents, devient une hypothèse pour, finalement, devenir l'interprétation principale pour expliquer la mobilisation complète de 1968. Cette interprétation des faits, apparaît établie ainsi dans la plupart des rapports « finaux » montrés sur la séquence Web des National Security Archives.

Ainsi, dans un rapport rédigé autour du 15 novembre 1968 à propos des mobilisations étudiantes en Amérique Latine on lit⁴⁶ :

« Des désordres étudiants d'une rare violence ont infesté un certain nombre de nations latino-américaines depuis le mois d'avril 1968. De nombreux dégâts matériels, des centaines d'arrestations... et plus d'une centaine de morts ont été la conséquence des affrontements entre la police et les étudiants au Mexique, au Brésil et en Uruguay [on cite d'autres pays, mais où les affrontements auraient été moins violents, i.e. la Bolivie]... **Aujourd'hui le climat politique reste instable et l'on ne saurait exclure de nouvelles violences.**

Mexique : De tous les pays d'Amérique Latine, le Mexique a connu le plus haut niveau d'agitation étudiante [et s'ensuit toute une description chronologique des faits publiquement connus, en soulignant que **le 29 juillet** la police avait perdu le contrôle de la mobilisation étudiante; ou s'agit-il, au contraire, du moment où des services spéciaux ont commence à infiltrer le mouvement?] (...) Vers le 25 août... le premier [illisible] des étudiants contre le Président était devenu manifeste, la critique a atteint un degré de vulgarité sans précédent (pour le Mexique) le 27 août, lorsqu'une affiche étudiante (...) s'en prenait

⁴⁵ Paco .I. Taibo II, *op. cit.* p. 2 ; voir aussi Guevara Nieblas, *Nexos* 190, *op. cit.* pp. 33, 35, 37 et l'entretien avec Ignacio Carrillo Prieto, Fiscal Especial... *op. cit.* , p. 2.

⁴⁶ Document # 43 - Circa 15 novembre 1968 : *Student Violence and Attitudes in Latin America. INR Working Draft* ; et Document # 83 - 17 janvier 1969 : *Weekly Summary, Special Report : Challenges to Mexico's Single-Party Rule.* *op. cit.*

à Díaz Ordaz, l'accusant de déshonorer la Constitution Mexicaine et réclamant ouvertement la fin de son gouvernement (...) Avec l'approche de l'ouverture des Jeux Olympiques, prévue pour le 12 octobre, le gouvernement a semblé abandonner tout espoir de résoudre le problème à travers la négociation et a choisi, au contraire, de faire usage de toute la force nécessaire [phrase reprise du rapport présidentiel de Díaz Ordaz, 1^{er} septembre 1968] pour en finir avec ce qui prenait alors les proportions d'un soulèvement étudiant. ***Des tactiques semblables avaient [avait dans le texte : « had »] toujours fonctionné par le passé, et le gouvernement a probablement pensé qu'elles auraient de nouveau la même efficacité (...).*** L'incident d'octobre a, en effet, porté un tort considérable à la réputation du Mexique, considéré comme le pays le plus stable et le plus progressiste de l'Amérique Latine (,) et a jeté le doute sur la sécurité de la ville de Mexico et des sites Olympiques. (...) Cherchant à justifier ses actes et son incapacité à résoudre le problème, le Gouvernement Mexicain a agité le spectre d'éléments étrangers et de communistes locaux (...) ***L'administration ne semble pas s'être rendu compte que les extrémistes, même avec l'aide des éléments étrangers, auraient difficilement pu maintenir l'agitation pendant une aussi longue période (,) si le mécontentement étudiant n'avait pas été profond et largement répandu.***

Les deux parties font preuve de la même intransigeance et ***il semble peu probable de trouver une solution de fond au problème sans changer la conviction, largement répandue, que le PRI est renfermé sur lui-même, stagnant et privilégiant avant tout ses propres intérêts [and primarily self-serving].*** Malgré l'énorme corruption et la malhonnêteté, qui sont devenus les caractéristiques du PRI, ***il faudra convaincre les étudiants que le parti est encore ou redeviendra, une force vitale pour le changement politique et social, ainsi que pour la croissance économique...*** » (15 novembre 1968 ; Document # 43).

Ces paroles renferment une bonne partie de réalité : la société mexicaine et le régime politique de l'époque étaient devenus quelque chose d'extrêmement stratifiés et répressifs, la persécution des cheminots en 1959 étant déjà là pour le prouver. Comme le dit un intervenant des *Diálogos sobre el 68 (op. cit.)*, pendant cette période, avoir l'allure d'un étudiant était devenu quelque chose d'extrêmement dangereux et constituait un délit en soi. Cependant, et à la lecture complète de ces mêmes *Dialogues*, auxquels ont participé plusieurs leaders étudiants de l'époque, de différents bords et qui, pour la plupart, ont connu la prison, l'exil ou les deux... les choses ne sont pas aussi claires trente-cinq ans après les événements, bien que la plupart des intervenants semble, simplement, leur donner un sens « libertaire ». On sait lesquels des leaders de l'époque se sont avérés être des agents spéciaux et des indicateurs. Mais de nombreuses opinions contradictoires persistent sur le fait de savoir si ce mouvement a été considéré, ***à l'époque et par ses acteurs***, comme une mobilisation qui demandait plus de démocratie. Tous ignorent qui a armé certains des étudiants et comment le mouvement a pris une telle ampleur... Certains parlent de complot, mais si certains signalent le gouvernement lui-même, personne n'arrive à savoir qui ou quel groupe (ils ne parlent pas du PRI dans son ensemble)... Tous ces doutes demeurent et tous ont essayé de continuer à vivre en

essayant d'oublier un certain sentiment de culpabilité, sentiment qui, tant que les événements ne seront pas éclaircis, restera caché quelque part dans leur mémoire⁴⁷.

« ... L'effet du mouvement étudiant est, en fin de comptes, d'avoir intensifié l'autocritique (,) déjà entamée par les dirigeants politiques de la nation... » *Special Report – Secret-*, 17 janvier 1969 (Document # 83)⁴⁸.

Voilà donc la grille de lecture qui allait se plaquer sur les événements de juillet-octobre 1968, tant au Mexique que dans le monde. Ainsi en avril 1971, Porfirio Muñoz Ledo, membre éminent du PRI de l'époque et collaborateur de l'équipe du nouveau président, Luis Echeverría Alvarez, s'exprimait dans les termes suivants dans un rapport présenté dans un Symposium sur l'Amérique Latine organisé à l'Université d'Austin, Texas :

« *La recherche d'un développement politique* devrait être conçue comme un processus continu de « réponses heureuses à de nouvelles demandes et une intention d'ouverture en vue de la participation et du dialogue, en *utilisant la terminologie en vogue*. On cherche à ce *que le modèle politique passe des méthodes axées sur la réconciliation à [celles de] la mobilisation* »⁴⁹. (Souligné par nous)

Par la suite, le PRI diminuerait donc sa dose de langue de bois⁵⁰ pour *privilégier le déplacement, parfois imperceptible, des sens des mots*, en les réadaptant aux nouvelles données sociopolitiques. Le temps n'était plus, comme à l'époque de l'après guerre -et à laquelle faisaient référence les rapports nord-américains depuis le 6 septembre 1968, « *the old order was passing* »-, à la conciliation mais à la mobilisation. Simplement cette mobilisation devait suivre des chemins autres (bien qu'en utilisant le même type de terminologie) que ceux inspirés par la révolution cubaine.

En effet, pendant la mobilisation de 68, il s'était avéré évident que la légitimité du régime -vus ses propres fondements révolutionnaires-, était plus "vulnérable" à la critique des milieux de gauche⁵¹ à un moment où, de plus, le consensus dans la jeunesse, et ce au niveau mondial, penchait plutôt pour un Cuba révolutionnaire ou le Vietnam,

⁴⁷ Voir diverses interventions dans *Diálogos sobre 68* ; voir aussi Guevara Nieblas, *op. cit.*

⁴⁸ Document # 83 - 17 janvier 1969 : *Weekly Summary, Special Report : Challenges to Mexico's Single-Party Rule*. *op. cit.*

⁴⁹ 27 avril, 1971, *El día* du 3 mai 1971 ; cité par Loaeza, Soledad : « El Partido de Acción Nacional: La oposición leal en México », in *Lecturas de Política Mexicana*, Col. Mex., 2ème. ed. 1981 ; *cf.* p. 175. Voir aussi Carrillo-Blouin, *op. cit.*, pp. 531-546.

⁵⁰ Pour plus de détails sur cette analyse, voir Carrillo-Blouin., *op. cit.* pp. 532 et svts.

⁵¹ Meyer, Lorenzo : « Permanencia y cambio social en el México contemporáneo », *Foro Internacional*, Colegio de México, vol. XXI, # 2, oct-dic. 1980.

que pour les Etats-Unis. *D'où le besoin de déplacer aussi les sens des mots* si le régime voulait continuer à subsister sur des bases « révolutionnaires » remises au goût du jour.

Parallèlement, l'action qui devait accompagner la parole s'est traduite par le souci *effectif* d'une participation politique plus active, contrairement à l'appel *exclusif à la participation électorale* des années 50-début des années 60, voire des années 1990 et 2000⁵². Cette participation s'est traduite en effet par le dialogue avec différents groupes de la société, plus spécialement les classes moyennes, mais aussi par la cooptation de nombreux milieux critiques du pouvoir⁵³. Ce recours à la cooptation, comme nous l'avons vu, reprenait une "méthode" expérimentée à la création même du PRI, mais qui avait été abandonnée au lendemain de la guerre mondiale quand le rideau de fer marquait un consensus libéral qui marginalisait une fois pour toutes les milieux radicaux de l'époque. Enfin, comme nous le dit Lorenzo Meyer, « la cooptation systématique de ces éléments [des anciens « soixante-huitards »] a contribué à préserver la stabilité politique en empêchant la formation d'une contre-élite, similaire à celle qui s'était formée à la fin du porfiriato. Ceci aurait pu se passer si l'on avait empêché, ou du moins rendu difficile, l'accès aux niveaux inférieurs et intermédiaires du groupe politique aux diplômés de l'enseignement supérieur »⁵⁴.

Le régime, bon gré mal gré, a dû ou a été induit à effectuer une pirouette qui lui a permis de rester au pouvoir 32 années supplémentaires -jusqu'en juillet 2000-. Dans tous les cas, c'est Luis Echeverría et son équipe les artisans de ce virage, le Mexique

⁵² A ce propos, voir Santillán, José Fernández : « Los límites de la democracia centrada en el voto », in *Este País*, num. 148, 21/08/2003, pp. 45-48 et diverses opinions dans *Diálogos sobre el 68*, *op. cit.*

⁵³ Voir aussi *Diálogos sobre el 68*.

⁵⁴ Cependant, la première génération de révolutionnaires semble avoir été convaincue déjà durant le premier tiers du XX^e siècle, de la nécessité de cette cooptation et du renouvellement des cadres du parti, peut-être parce qu'ils avaient vécu personnellement les effets de ce rejet de la part d'autres élites politiques. Ainsi, au début des années 30, on discutait sur la pertinence de la réélection du groupe le plus nombreux au sein de l'appareil gouvernemental : les députés. Dans ce débat, Plutarco E. Calles –fondateur du PNR, ancêtre du PRI-, « semblait conscient du fait que la mobilité politique diminuait... que les postes politiques et administratifs de haut niveau tournaient entre les mêmes individus, entraînant le mécontentement de ceux qui étaient hors du jeu. Le 30 octobre 1931, dans un discours prononcé face aux gouverneurs des Etats, Calles se montra résolument opposé à la perpétuation de cette politique du 'wagon complet' », car -disait-il- cela devenait « l'un des défauts les plus graves de l'organisation révolutionnaire, défaut qu'il fallait corriger pour laisser leur chance aux jeunes... », dans le cas contraire, on risquait de les voir se tourner vers l'opposition. *Ibid*, tome 12 : *Los inicios de la institucionalización 1928-1934*, par Meyer, Lorenzo, Segovia, Rafael et Lajous, Alejandra, 1981 ; cf. pp. 184-185. Voir aussi Carrillo-Blouin., *ibidem*. et Meyer, L. « La Encrucijada », in *Historia General de México*, México, El Colegio de México, 3a. ed. 1981, 2 vol.

ayant été préparé mentalement pendant cette période, pour un « nouvel ordre », et très certainement pour le monde globalisé qui l'attendait. Le reste des régimes et les crises économiques successives feraient le reste du travail.

Dans ce contexte, reste à savoir de quel point de vue il aurait pu exister, avant 68, un certain clivage dans la classe politique mexicaine, clivage dont plusieurs rapports nord-américains, ainsi que plusieurs interventions dans les *Dialogues sur 68*, se font l'écho.

III. Des maquilas à la mondialisation.

« Je ne sais pas par où attaquer le sujet, car parmi le public, il y a depuis des professeurs émérites jusqu'à des jeunes qui viennent à peine de passer la frontière de l'enfance et qu'un professeur antipathique a sûrement obligé à venir (...) Laissez-moi dire trois ou quatre phrases sur ce que le mouvement de 68 *n'a pas été*. Le mouvement a surgit [s'est amplifié, dirions-nous] tel que le signalait Joël... à partir des provocations que la police a exercées, sûrement un secteur quelconque du Gouvernement, afin de générer un mouvement qui serve ses intérêts ; ***cela semble indiscutable et toutes les versions coïncident en cela***. C'est une vieille pratique que celle qui consiste à ce que de secteurs politiques différents utilisent les mouvements sociaux en leur faveur ; parfois avec l'accord des dirigeants de ces mouvements, parfois sans que ces dirigeants le sachent. Deux années, donc, avant les élections de 1970, un secteur quelconque du Gouvernement a décidé d'allumer l'étincelle ; le bois [*la leña*, charbon de bois, dans le texte en espagnol], tel que cela a été décrit par Joël il y a un moment, le bois était sec, les étincelles l'ont allumé et ont provoqué le plus grand mouvement social depuis la Révolution Mexicaine. La répression et la provocation ont été là tout le temps, pendant les quatre mois qu'a duré le mouvement, la provocation a été là »⁵⁵.

Divers rapports nord-américains, semblent aller dans le même sens. Cependant, ces secteurs sont tantôt situés à l'intérieur même du régime du PRI, tantôt dans l'opposition au PRI, à l'époque constituée fondamentalement par le Parti d'Action National (PAN), parti qui a commencé à grignoter les postes de gouverneurs des Etats

⁵⁵ Intervention de Marcelino Perelló, l'un des leaders de 68 exilé en France pendant plusieurs années, *Diálogos sobre el 68*, pp. 48-49.

pendant les années 80, pour ensuite gagner la présidence en juillet 2000. Mais voyons les types de conflits internes auxquels on fait allusion :

- **La fraude électorale dans des élections locales** : celle de l'Etat du Chihuahua est directement évoquée dans un rapport datant du 19 juillet 1968⁵⁶ ainsi que celle de la Basse Californie⁵⁷. Selon le document du 19 juillet les résultats des élections de 1968 étaient contestés dans huit Etats du pays.
- Dans l'entretien précédemment cité que Marcos Rascón, ancien détenu, donne à *La Jornada* le 8 février 2003, ce personnage parle aussi du Groupe Monterrey (Nuevo León), et « d'autres groupes similaires (dans les Etats) du Sonora⁵⁸ et du Chihuahua, les 'neopanistes', les précurseurs de l'actuel foxisme ». Groupes qui, au départ, il ne faut pas l'oublier, sont nés et/ou se sont consolidés grâce à l'appui de l'Etat dans leurs entreprises, surtout à partir de la période 1947-1958⁵⁹.
- Enfin, des dissensions à l'intérieur du PRI lui-même, point qui revenait souvent dans les conversations de l'époque. On peut citer le même entretien de Rascón –ci-dessus-, ainsi que les Rapports nord-américains du 9 septembre (pp. 2-6), du 18 octobre (complet), et du 15 novembre 1968 (voir ci-dessus) ; enfin, le rapport final du 17 janvier 1969.

Cependant, le plus représentatif de ce point de vue, est un rapport du 5 octobre 1968, censuré dans sa majeure partie, sauf en ce qui concerne la description détaillée de la Ligue Communiste Spartacus en tant que Brigades Olympia -voir ci-dessus-, et le point qui suit, points laissés, en revanche, bien en évidence :

« 6. La preuve indirecte la plus marquante que les étudiants ont reçu une aide financière pendant les troubles, est *l'apparition de grands encarts publicitaires dans les quotidiens de la ville de Mexico*⁶⁰, qui ont dû coûter plusieurs milliers de dollars [sic]. Des fonds pouvaient cependant facilement provenir *des opposants locaux au gouvernement de Díaz Ordaz, au vu du mécontentement de quelques anciens membres du parti et du gouvernement, tombés en disgrâce*. Les étudiants, de la même manière, auraient eu peu de difficultés à obtenir leurs stocks d'armes d'une abondante source locale »⁶¹. (CIA-White House Memorandum, 5 octobre 1968, Document # 102).

⁵⁶ Document # 45 - 19 juillet 1968 : *CIA Weekly Summary. Students Unrest Troubles Mexico*, op. cit.

⁵⁷ Elections évoquées aussi dans *Diálogos*, p. 53 ainsi que dans le Document # 83, plus tardif, datant du 17 janvier 1969 : *Weekly Summary, Special Report : Challenges to Mexico's Single-Party Rule*. op.cit., p. 6.

⁵⁸ Les troubles provoqués « par l'imposition d'un gouverneur impopulaire » dans l'Etat du Sonora, sont évoqués aussi dans le Document # 83 - 17 janvier 1969 : *Weekly Summary, Special Report : Challenges to Mexico's Single-Party Rule*. op.cit., p. 6, tout comme le mécontentement dû aux élections en Basse Californie, précédemment cité. Ces parties avaient été censurées dans l'ancienne série, Document 29.

⁵⁹ Carrillo-Blouin, op. cit. pp. 472-477.

⁶⁰ A ce propos, voir l'étude de la presse réalisée par Cano Andaluz, op. cit. *Diálogos*..., pp. 115-128, particulièrement, pp. 121-122 ; voir aussi l'intervention d'Arturo Martínez Nateras, p. 132.

⁶¹ Document # 102 - 5 octobre 1968 : *Mexican Riots. Extent of Communist Involvement (5 oct. 1968 CIA memorandum and 5 oct. 1968 FBI cable attached. Rostow to Lyndon B. Johnson)*, pp. 3-4.

En janvier 2003, le Fiscal pour les disparus, Carrillo Prieto, sans donner plus d'information, affirme : « Je ne crois pas que quelqu'un s'affronte avec des armes, non pas à l'Armée, mais à l'Etat mexicain simplement comme cela, sur un coup de tête. Non ! La thèse des jeunes révoltés appartient sûrement à mon grand-père (...) l'Armée, en tant qu'institution ne peut pas avoir de responsabilité, car elle n'a jamais participé, ni historiquement ni organiquement dans tout cela [1968, 1971 et la guerre sale] **en tant qu'institution. Une partie de l'Armée a été utilisée par le pouvoir civil afin d'arriver à ses fins.** Il faut que cela soit très clair, que l'Armée n'a pas pensé, n'a pas inventé, n'a pas promu, n'a pas provoqué ; c'est ce qui ressort jusqu'à présent de l'enquête »⁶².

Mais quel « pouvoir civil » ? Pour essayer d'aller plus avant, il faudrait peut-être que l'on se tourne un peu plus vers l'économique au lieu de tourner en rond dans le domaine du politique ? Pourquoi ne pas croiser les données ?

De nos jours, ces usines d'assemblage qu'au Mexique on appelle depuis toujours **des maquilas**, sont à différents degrés éparpillées un peu partout dans le monde dit « en voie de développement ». Or, ces maquilas ont commencé à être installées sur la Frontière Nord du Mexique depuis 1967⁶³.

Cette Industrie *Maquiladora* pour l'Exportation (IME), était sensée absorber toute l'immigration venue du Sud du pays et qui se dirigeait vers les Etats-Unis, d'une part ; et, d'autre part, « diversifier » l'activité économique des Etats du Nord-ouest du Mexique, concentrée essentiellement dans l'agriculture et le commerce⁶⁴. L'IME était passée, jusqu'au début des années 90 par trois phases : une **première phase qui va de 1967 à 1974** ; une deuxième, de 1974 à 1980 ; et la troisième analysée par l'auteur cité, qui va de 1980 à 1990. De notre point de vue, pendant les années 90, les *maquilas* ont eu tendance à se déplacer plutôt vers le Sud du pays, où tout en éloignant le tampon migratoire de la frontière avec les Etats-Unis, elles trouvaient un pôle démographique plus important et moins exigeant du point de vue salarial⁶⁵. Par la suite, beaucoup

⁶² *La Jornada*, 30 janvier 2003.

⁶³ Orantes, Lilia : « Empleo y flexibilidad del trabajo en Sonora 1980-1990 », in *Sonora hacia el 2000 : tendencias y desafíos*, Vazquez Ruiz, Miguel Angel (coord.), Hermosillo, Sonora, Imp. Sino, 1993, 341 p. ; pp. 101-112. Cf. pp. 108-109.

⁶⁴ Il faut rappeler qu'il s'agissait d'une agriculture essentiellement tournée vers l'exportation vers les Etats-Unis, apportant ainsi d'importantes quantités de devises. Enfin, l'objectif de stopper l'émigration du Sud du Mexique vers le Nord, n'a jamais été atteint, étant donnée la mauvaise situation économique qui depuis les années 80 a prévalu au Mexique.

⁶⁵ Orantes, *op. cit.*

d'entre elles fermeront définitivement au Mexique pour s'installer en Pologne où en Chine.

L'étude présentée ici, qualifie les deux premières étapes comme « traditionnelles » et la dernière de « moderne », époque à partir de laquelle (1980-1990), « le chemins vers la 'flexibilité' [du travail] se concrétisent ». En quoi a consisté cette concrétisation ?

- « 1. L'internationalisation, la fragmentation et la délocalisation des processus productifs.
2. La dérégulation et le relâchement des normes et des compromis des rapports salariaux de type fordiste.
3. Des changements dans l'organisation du travail et son intensification au moyen de nouvelles méthodes de contrôle [des salariés].
4. Des progrès technologiques, comme la micro-électronique et la robotisation [point qui, à notre avis, caractérise le plus cette dernière étape].

De cette manière, on entame une politique de flexibilité libérale qui présente trois caractéristiques fondamentales :

- La lutte contre le syndicalisme.
- La chute de la couverture sociale.
- La prolifération des emplois précaires... »

Si l'on considère que, traditionnellement, et au fur et à mesure de la stabilisation du mouvement révolutionnaire, les « piliers » du PRI étaient devenus les confédérations et les syndicats⁶⁶, mettre en pratique tous ces paramètres n'a pas été, ni au Mexique ni ailleurs, une mince affaire.

Ainsi, lors du premier Rapport présidentiel de Luis Echeverría, successeur de Díaz Ordaz, le 1^{er} septembre 1971, ce président s'exprime dans les termes suivants :

« *Nous autres, les mexicains, avons décidé de préserver la démocratie.* Nous voulons que la vie citoyenne et l'effort des générations se développent sans craintes. Nous avons besoin de bannir la rancune et de réunir nos aspirations pour faire face au futur avec toute la force de la Nation (...) Aujourd'hui, nous lançons un appel afin de préserver notre plus précieux patrimoine : la liberté. *La démocratie n'est pas un don gratuit : elle se conquiert par la participation consciente aux affaires publiques et par le respect des droits d'autrui.* Elle demande valeur civique, responsabilité sociale et esprit de tolérance... Nous devons léguer aux nouvelles générations un système de convivialité pacifique, civilisé et créatif ».

« *La réalité et la connaissance humaine, évoluent de manière accélérée.* Il est nécessaire *de former les enfants et les jeunes pour qu'ils vivent les circonstances et leur moment historique*, pour qu'ils soient ainsi capables de créer le prochain siècle. Cependant, le pays a bien évidemment besoin *d'élever sa productivité, de diminuer la brèche technologique et de satisfaire, dans tous les domaines, la demande d'hommes compétitifs.* (...) Nous sommes

⁶⁶ Elsa Carrillo-Blouin, *op.cit.* chapitres IV.3/4 et IV.5. Il est évident que ce n'étaient pas les seuls « piliers ». Cette vision est la même qui prédomine aujourd'hui à propos de la formation des syndicats en France, et de leur force après la libération.

arrivés avec retard aux grandes étapes de l'évolution humaine. Pendant des siècles, nous avons vécu en marge des transformations qui ont débouché sur la Révolution Industrielle. ***D'anciens et de nouveaux colonialismes ont extrait nos richesses naturelles en employant une main d'œuvre peu préparée***, et ont construit, loin de nous, des immenses fortunes. / Les nouvelles générations ***doivent comprendre le contenu moral et patriotique de l'efficacité. Nous nous fions au progrès scientifique et technologique afin de modifier notre position dans le monde. Le Mexique est engagé dans un mouvement de libération mentale afin de rendre sa croissance plus autonome et rapide*** ».

« Nous souhaitons que les objectifs durables du pays continuent à orienter le travail des nouvelles générations. Ce sont elles qui ont un rôle décisif aujourd'hui. Le pays a besoin de tout le capital de leurs idées et de leurs énergies [les maquilas ?]. ***Nous nous trouvons au centre d'un processus de changement. La destinée du Mexique, celle de nous tous, celle de nos enfants, repose sur notre capacité à nous projeter dans le futur.*** Les enfants qui aujourd'hui fréquentent les écoles primaires, seront des adultes au début du siècle prochain. Il y aura alors une société différente qui dépendra de la structure que nous construirons aujourd'hui ».

« Gouverner c'est aussi coordonner. ***La diversité d'opinions*** n'est pas un obstacle au progrès. Elle reflète la pluralité d'intérêts qui coexistent légalement dans la société et qui doivent se canaliser afin d'accroître l'énergie nationale. / En réponse à cette idée a été créée la Commission Nationale Tripartite, intégrée par des représentants du Gouvernement, des ouvriers et des entrepreneurs, dans le but d'étudier et de faire des propositions ***en matière d'investissements, de productivité, de décentralisation des industries, des maquiladoras, du chômage, de la formation des ressources humaines, des exportations***, de la cherté de la vie, de l'habitation populaire et de la pollution ».

Ainsi, en profitant de l'ère **d'internationalisation culturelle** que connaissait le monde depuis les années 60, au milieu d'une contestation qui se marxisait, Luis Echeverría arrive à dévoiler des données qui existaient depuis longtemps mais qui, dans un souci de bons rapports entre le Mexique et les Etats-Unis n'avaient pas été divulguées. De toutes manières, et malgré le -ou grâce au- jargon en vogue, les références ainsi rétablies restent tolérables tant pour le Mexique que pour l'étranger⁶⁷ : ***le combat serait intellectuel et technologique, ce qui permettrait l'entrée du Mexique dans une nouvelle ère internationale***, ère qui avait déjà commencé à prendre forme avec l'établissement des maquilas dans la partie Nord du Mexique.

Le système était sauvé, en dépit des transformations de mentalités... et de l'appareil productif, plus pauvre ou beaucoup plus dépendant de l'étranger aujourd'hui qu'auparavant. Dès la fin de son mandat, les conséquences de ces transformations se font ressentir. En 1976 Echeverría conclut son mandat de la manière suivante :

⁶⁷ Cf. ci-dessus, extrait du discours de Porfirio Muñoz Ledo, *p. 18 ; voir aussi, Carrillo-Blouin, *op. cit.*, pp. 522 -546.

« *La Révolution Mexicaine*, comme tout mouvement vraiment libérateur, a été nourrie par *une vocation anti-impérialiste* et par un sens profond de la solidarité internationale. / Pour des raisons internes, nous ne pouvions pas non plus demeurer indifférents au monde extérieur. / *La structure inéquitable des échanges économiques et technologiques internationaux, gênait sérieusement n'importe quelle tentative pour faire avancer notre progrès interne.* Des décisions économiques et monétaires prises dans les centres du pouvoir, ainsi qu'un processus d'inflation aiguë, provoqué essentiellement par les économies des pays hautement industrialisés, *ont lésé le rythme de croissance de notre propre infrastructure, et ont affecté les niveaux de vie et d'occupation de larges secteurs de notre population.* (...) Ainsi ont été définis les deux budgets fondamentaux de notre politique extérieure : la création des conditions et la recherche de nouvelles alternatives afin de donner une impulsion au développement économique et social du pays, et *la participation créative, responsable et solidaire avec les forces du Tiers-monde, dans la lutte que ces forces livrent pour combattre l'irrationalité, l'exploitation et l'injustice* ».

« *De nombreuses décisions auraient pu être ajournées*, en éludant ainsi les compromis fondamentaux du service public. Cependant, en agissant de la sorte, les problèmes auraient pris des proportions colossales, en réduisant, avec le temps, la capacité de les résoudre. Ce sont précisément les actions non accomplies ainsi que les silences complices du passé qui ont obligé ces dernières années le peuple et le gouvernement du Mexique, à réaliser un effort sans précédent afin de récupérer le temps perdu et de restaurer le cap de la Révolution ».

Ainsi, la justification n'apparaît plus comme substantiellement fixée dans les "conquêtes" du passé dues à la Révolution Mexicaine, évoquées mais d'une manière très voilée ("objetivos perdurables del país", "patrimonio histórico"). Ici on donne la responsabilité au présent, on ne parle plus de conquêtes acquises mais à faire, ce qui implique une coupure par rapport aux bilans présidentiels des années 50-60. Cependant, comme au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le nouvel élan révolutionnaire -sans que ce mot soit prononcé: "nous nous trouvons au centre d'un processus de changement", changements par ailleurs exprimés, nous l'avons vu, dans les divers rapports nord-américains- consistait à sortir de ce retard, les moyens se trouvant uniquement dans : un "mouvement de libération mentale", dans la formation technologique et scientifique et, peut-être le dernier espoir, dans la lutte « Tiers-mondiste » qui devrait être menée au niveau international ; surtout pas au niveau national.

Or, si d'une part le gouvernement mexicain cherchait à attirer des investissements étrangers en général - ce qui impliquait d'autres capitaux que ceux des Etats-Unis- ; et, si d'autre part, le gouvernement nord-américain avait trouvé que *les maquilas*, en plus de stopper l'émigration vers les Etats-Unis -du moins momentanément-, permettaient à ses entreprises de gagner plus grâce au faible coût de

la main d'œuvre au Mexique, il semble évident que le moindre des soucis des gouvernements Johnson/Nixon, était le succès des Jeux Olympiques. Bien au contraire.

A partir des années 80, de nombreuses usines françaises, entre autres, et qui à l'époque ciblaient surtout des acheteurs régionaux, comme la Renault, fermeront leurs portes⁶⁸.

Il faudrait dire aussi, que de nombreux capitaux investis dans les *maquilas*, se sont associés à d'autres capitaux nationaux. Cela a pu ressembler à un rêve pour de nombreux hommes d'affaires mexicains, que de se voir projetés ainsi à des niveaux internationaux. Pour d'autres cercles intérieurs au Mexique, hauts placés dans les finances déjà à l'époque, le rêve est sûrement devenu une réalité. Cependant, il semble étrange que, de nos jours, ce ne soient plus seulement les sans-emploi et des ex-paysans, qui souhaitent émigrer à l'étranger... mais les propriétaires des grandes demeures anciennes qu'ils louent aujourd'hui en dollars à des cols blancs, pour la plupart des nord-américains.

Pour revenir, donc, à 68... Ne pourrait-on pas voir une ligne de partage qui commence à se tracer depuis le début des années 60 – pas en 1968-, non seulement entre le PRI et son ancien opposant le PAN, mais à l'intérieur même du Parti⁶⁹ ? Que le PRI devait se réformer politiquement, se rajeunir et que l'on y songeait ? Cela était déjà une vieille habitude et le « génie » de ce parti résidait, précisément, dans sa faculté de transformation ; ce que prouve le virage qu'il a réussi à effectuer depuis 68 et jusqu'à l'année 2000⁷⁰. Mais de là à sacrifier publiquement et sous les caméras de tous les pays du monde, un groupe de jeunes « melenudos » (chevelus), nous semble disproportionné. On peut même se demander si cette ligne de partage, cette profonde fissure, scellée par le massacre de 68, ne s'est pas prolongée jusqu'à la débâcle complète du PRI. Le PRI en 68, n'était pas « désaffecté » à ce point par le public en général. Il a perdu complètement de sa crédibilité à force de faire vivre à la population mexicaine, une crise économique après l'autre. Et tout gouvernement qui affame ses électeurs continuera à perdre de sa crédibilité, comme cela a été observé partout en Amérique Latine dans les dernières années de son évolution.

⁶⁸ La Renault a rouvert ses portes au Mexique il y a moins d'une dizaine d'années, mais sur d'autres bases.

⁶⁹ Un peu comme le processus que le RPR français a vécu avant la formation de l'UMP, avec d'anciens membres qui se joignent à l'UDF et d'autres qui restent dans l'UMP.

⁷⁰ Voir aussi *note 54 et Carrillo-Blouin, Los informes... », *op. cit.* ainsi que les divers ouvrages cités dans ce travail.

Conclusion :

Nous nous trouvons donc face à une mobilisation qui pour avoir eu lieu dans la capitale du Mexique, où se trouvaient rassemblés de nombreux jeunes de province issus des classes moyennes de chaque région⁷¹, qui du fait de l'approche de l'inauguration des Jeux Olympiques et que tous les yeux étaient donc rivés sur le Mexique, a pris une ampleur démesurée par rapport au problème initial qui a tout déclenché : une dispute entre lycéens. Bien sûr, il existait un lit d'inconformité et de contestation, caractéristique de la jeunesse mondiale de l'époque, mais qui au Mexique s'accumulait depuis des années. Cependant, vu les effets recherchés par le gouvernement au travers de ces Jeux Olympiques - donner une bonne image au niveau international sur la stabilité et la modernité du Mexique-, ce n'était pas le moment indiqué pour régler des comptes au niveau national. Que certains étudiants aient pensé que c'était, au contraire, le bon moment pour se faire entendre, c'est peut-être vrai. Cependant, les déclarations continues de la part des étudiants dans le sens que la mobilisation n'essayerait pas de nuire au bon déroulement des Olympiades, corroborées par différents témoignages qui vont des déclarations journalistiques (de l'époque et d'aujourd'hui) aux rapports nord-américains *postérieurs* au massacre de 68, nous amènent à penser que l'explication selon laquelle les Jeux Olympiques auraient constitué un forum pour exprimer le mécontentement étudiant ne semble pas fournir par elle-même une explication fondamentale.

Dans ce sens, et sans oublier le climat de pression et de nervosité que dans ces circonstances la mobilisation a produit à la veille des Jeux Olympiques, les rapports nord-américains nous semblent plus significatifs et ce principalement de deux points de vue :

- a) D'une part, l'information détaillée concernant le rôle de la Brigade Olympia - plus tard connue sous le nom de Bataillon Olympia-, et dont la création a été attribuée à cette époque à une certaine Ligue Communiste Spartacus, « d'extraction trotskyste suivant la ligne communiste pro-chinoise ». Or, les enquêtes récentes ont démontrée que ce Bataillon a été une création du gouvernement afin de surveiller

⁷¹ Sans parler des mobilisations qui ont eu lieu dans diverses universités.

les installations et d'exercer le service d'ordre pendant les Olympiades, et dont le commandement dépendait directement de l'Etat Major Présidentiel.

- b) D'autre part, les dates des rapports où, prématurément - le 6 septembre 1968-, on déclare et insiste sur « la fin du régime », ainsi que la focalisation insistante autour de l'incapacité de l'administration de Díaz Ordaz, voire du PRI, de tenir les rênes du pouvoir comme il l'avait fait auparavant, assertion qui revient sans cesse dans la plupart des documents de la série des rapports de la CIA ou du FBI analysés.

Cet empressement lié, d'une part, à la confusion de l'information donnée par ces rapports -sur lesquels, selon l'un des témoins, Quintanar López, voir ci-dessus, *p. 10-, Díaz Ordaz se basait pour aborder le conflit étudiant-, aux affirmations comme quoi la mobilisation -et la violence occasionnée par elle- n'affecterait pas l'administration de Díaz Ordaz, mais sûrement les Olympiades, ainsi qu'aux menaces comme quoi le président Nixon ne viendrait pas à l'événement -27 septembre-, ont parfaitement pu faire faire un très délicat et mauvais pari au président. Reste à savoir ce qu'il a fait -ainsi que l'équipe qui l'entourait-, de ses scrupules et de sa préoccupation principale à propos de l'image que le gouvernement voulait donner du Mexique en tant que pays moderne... Sans parler du fait que les choses ne se sont pas arrêtées en 68, mais que vingt années de guerre sale ont suivi.

Enfin, les clivages intérieurs -évoqués vaguement dans ce qui est resté sans être effacé dans les rapports nord-américains à ce propos, ainsi que de manière confuse et incertaine par certains des dirigeants étudiants de l'époque-, ne doivent pas être mis de côté. Dans ce sens, les usines d'assemblage, installées en avant-première sur plusieurs endroits de la frontière Nord du Mexique depuis le début des années 60, ont pu générer beaucoup plus de clivages entre la classe politique et économique du Mexique de l'époque que d'éventuelles contestations électorales -longue tradition au Mexique, même aujourd'hui où c'est l'ancien opposant au PAN, le PRI, qui réclame à propos de ses défaites⁷²-. De là qu'on puisse songer *aussi* à un clivage, au sein même de la classe politique au pouvoir, *au niveau de la politique économique que le Mexique devra suivre désormais*, et pas seulement -comme on pourrait le penser- à un contentieux d'ordre politique qui tournerait uniquement autour de l'alternance du pouvoir. Dans ce cas, les fils de l'embrouille sont plus difficiles à démêler, à cause des responsabilités

⁷² Voir toute la série d'articles journalistiques à propos des élections pour les gouvernements des Etats et des diverses municipalités, qui ont eu lieu le 6 juillet 2003 (juillet-septembre 2003).

partagées et/ou de la prise en compte du bombardement d'information dont le gouvernement de l'époque a été la cible.

Cependant le successeur de Díaz Ordaz -de qui dépendaient les ordres du Bataillon Olympia-, a été Luis Echeverría Alvarez (1970-1976), personnage qui au moment des événements, se trouvait à la tête du Ministère de l'Intérieur et qui, selon plusieurs rumeurs de l'époque, a donné l'ordre du massacre. Toujours est-il que la guerre sale se prolongera pendant toutes les années 1970, correspondant au mandat de ce personnage, et 1980 -sans compter le soulèvement du Chiapas- ; et ce en dépit de la politique de dialogue, de mobilisation et de cooptation que Luis Echeverría a mise en pratique pendant son mandat. Epoque, en dépit de cette guerre, culturellement et jusqu'à un certain point, politiquement faste, au moins du point de vue de la liberté d'expression⁷³. Paradoxalement, c'est grâce au discours mobilisateur et marxisant de l'administration de Luis Echeverría, que le « saut mental » et la canalisation par le biais de la formation et de la technologie ont été bien mis en place ; de même que l'internationalisation de la lutte pour l'égalité : dénotant cette lutte devrait se faire au niveau de grandes instances internationales⁷⁴ et surtout pas au niveau national. Ainsi, si les *maquilas* n'ont eu besoin, dans un premier temps, que d'une main d'œuvre peu ou pas du tout qualifiée, elles ont nécessité, à partir de 1975, une main d'œuvre possédant une formation un peu plus poussée pour le maniement des machines ; par la suite s'ensuivrait la dérégulation du travail qu'on connaît : lutte contre les syndicats, chute de la couverture sociale et prolifération des emplois précaires... Tout ceci a entraîné également des taux élevés d'émigration qui n'ont sûrement pas été prévus à l'époque⁷⁵. C'était tout l'appareil d'Etat qui s'écroulait, mais pas seulement au Mexique. A un autre niveau, les ingénieurs commencent à devenir des rois, mais des rois subalternes car toujours subordonnés aux aléas des grandes des multinationales, même si bon nombre d'entre eux étaient issus des classes privilégiées.

Voyait-on tout cela à l'époque ? Qui a pris le pari de ce type de développement à l'intérieur du PRI et qui s'y opposait ? Finalement, était-ce un choix national ou un choix, que bon gré mal gré -et comme d'habitude-, la classe politique -tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PRI- devait faire si elle voulait continuer dans sa situation

⁷³ *Diálogos...* op. cit. pp. 132-133 ; voir aussi Cano Andaluz, p. 40.

⁷⁴ Carrillo-Blouin, *Los informes presidenciales...*, op. cit. pp. 532-546.

⁷⁵ Ou peut-être oui, mais cette main d'œuvre clandestine et bon marché, aidait, après tout, à déstabiliser aussi le marché du travail dans les pays récepteurs de cette émigration.

privilegiée ? Ou, tout simplement, en 1968, à la veille des Olympiades, le gouvernement mexicain n'en avait-il pas assez de vivre sous la menace constante d'une forte explosion étudiante pendant les Jeux Olympiques ?

Où a donc commencé la violence d' « Etat » et où s'est terminé le rôle de la « société civile » dans la crise de 1968 ? Quels sont les liens que les groupes de pression économique -nationaux et internationaux- et l'Etat ont tissés au travers de leurs histoires et quelle a été l'évolution de leurs rapports ? La « société civile » -nationale ? mondiale ?- peut-elle à elle seule faire face à l'appauvrissement de la planète entière ? Quelles sont les limites d'une démocratisation, fondée essentiellement sur le vote ?

Telles sont les questions que nous a laissées 68.